

BAROMETRE DU GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Septembre 2013

■ ■ ■ **Bilan des neuf premiers mois de 2013 : la tendance observée ces derniers mois est confirmée**
Les immatriculations au RCS enregistrent une baisse de 6%, en comparaison avec la même période en 2012, en légère progression toutefois en septembre. Le stock des entreprises actives reste également légèrement orienté à la hausse. Par ailleurs, les procédures préventives enregistrent une augmentation de 4% accompagnée d'une nette baisse des emplois salariés concernés (-23%). Forte augmentation des ouvertures de sauvegarde (triplement) et de redressement judiciaire (+70%). Hausse de 3% des ouvertures de liquidation judiciaires. ■ ■ ■

Inscriptions au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris

361 100 entreprises en activité au 30 septembre 2013

Au 30 septembre 2013, le stock d'entreprises actives enregistre une hausse de 0,4%, ce qui représente 1 308 entreprises supplémentaires en activité à Paris par rapport au 30 septembre 2012.

Immatriculations et radiations d'entreprises

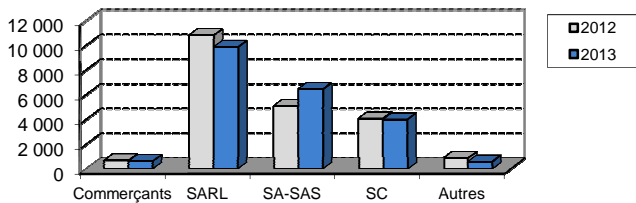
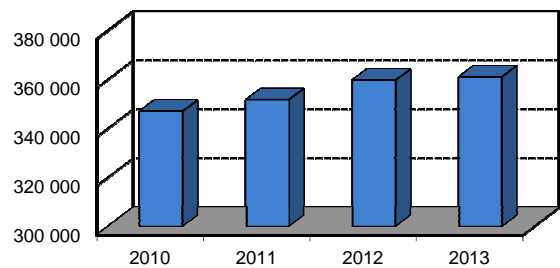
Pour les neuf premiers mois de 2013, le RCS de Paris enregistre l'immatriculation de 21 820 nouvelles entreprises, soit une diminution de 6% par rapport à la même période en 2012.

Les radiations sur déclaration de dirigeant et surtout les radiations d'office par le greffier ont augmenté de 16%.

Typologie des dirigeants à la tête des nouvelles entreprises

71% des nouveaux dirigeants sont des hommes, 22% sont des femmes, 7% sont des personnes morales.

Stock des entreprises en activité



Statut juridique des entreprises commerciales immatriculées

76% des immatriculations concernent des entreprises commerciales. Sont notamment recensées : 46% de SARL, 29,5% de SAS, 0,5% de SA ; 3% sont des commerçants. Les sociétés civiles représentent 19% des nouvelles entreprises. Les autres statuts juridiques constituent 2% des immatriculations : SNC, GIE, GEIE, sociétés d'exercice libéral, coopératives, etc ...

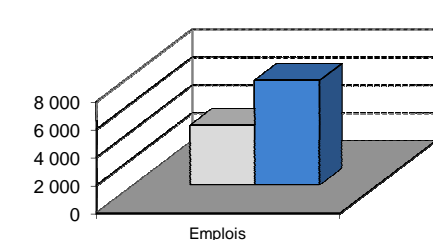
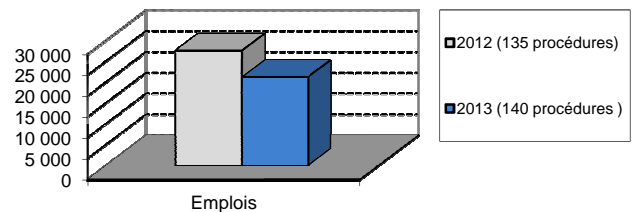
A noter : les créations de SAS augmentent de 6 points pour les neuf premiers mois de 2013, au détriment des SARL (-4 points).

Prévention des entreprises en difficulté

Détection des difficultés : 2 156 dossiers d'entreprises en potentielle difficulté ont été ouverts pendant les neuf premiers mois de 2013, soit une hausse de 36% par rapport à la même période en 2012.

Traitement préventif : 146 demandes de mandat ad hoc et de conciliation ont été présentées au tribunal durant les neuf premiers mois de 2013, soit 3% de moins qu'en 2012. Celles-ci ont donné lieu à l'ouverture de 140 procédures en 2013, soit une hausse de 4% par rapport à la même période en 2012.

Emplois* concernés par les procédures ouvertes : 21 272 pour les neuf premiers mois de 2013, soit - 23% par rapport à 2012.



Procédures d'observation et de traitement des difficultés

Sauvegardes : 60 procédures de sauvegarde ont été ouvertes par le tribunal pour les neuf premiers mois de 2013, contre 17 en 2012.

Redressements judiciaires : 321 procédures ont été ouvertes pour les neuf premiers mois de 2013, à comparer aux 216 procédures ouvertes à la même période en 2012, soit une hausse de 49%.

Emplois* concernés : 7 514 salariés*, soit presque deux fois plus que pour les neuf premiers mois de 2012.

Plans en cours : 874 plans (sauvegarde, continuation ou cession) sont en cours d'exécution au 30 septembre 2013, contre 1 041 au 30 septembre 2012.

Liquidations judiciaires

Jugements d'ouverture : 2 554 jugements d'ouverture ont été prononcés par le tribunal pour les neuf premiers mois de 2013, soit 3% de plus qu'à la même période qu'en 2012.

Emplois* concernés : 3 169 salariés, à comparer avec 7 676 pour les neuf premiers mois de 2012, soit une diminution de 59%.

Procédures en cours : 7 289 procédures sont en cours devant le tribunal au 30 septembre 2013. 2 781 procédures ont été clôturées pour les neuf premiers mois de 2013, soit une hausse de 5% par rapport à la même période en 2012.

Le taux de rotation des dossiers est de 23,6 mois (stock/clôtures).

* Il s'agit des emplois déclarés ou connus.

**Inclut les clôtures pour extinction du passif et celles pour insuffisance d'actif.

